FLASH INFO - GEL DES AVOIRS

16 décembre 2024 – Spécial RUSSIE

L'Union européenne vient d'adopter **de nouvelles mesures restrictives** à l'égard de la Russie en réaction aux atteintes à l'intégrité et la souveraineté de l'Ukraine, dans le cadre d'un 15^{ème} paquet de sanctions depuis le 24 février 2022.

Nous vous invitons à consulter dès maintenant l'intégralité du [Règlement d'exécution \(UE\) 2024/3183](#) du 16 décembre 2024 qui contient 84 nouvelles mesures de gel (54 personnes et 30 entités) et qui modifie ainsi le Règlement 269/2014.

Le Règlement 269/2014 a été également modifié par le [Règlement \(UE\) 2024/3189](#) du 16 décembre 2024 qui précise également :

- Que les autorités nationales compétentes peuvent à nouveau, jusqu'au 30 juin 2025, par dérogation, autoriser le dégel partiel de fonds ou ressources économiques nécessaires à la vente d'un bien détenu par certaines personnes sanctionnées spécifiquement désignées à condition que le produit de cette vente soit également gelé ;
- Que les autorités nationales compétentes peuvent désormais, par dérogation et à certaines conditions, autoriser un dépositaire central de titres à débloquer au sein de ses comptes un solde de trésorerie gelé attribuable à une entité sanctionnée afin de lui permettre de s'acquitter de ses obligations légales envers ses participants. Cette opération est possible dès lors que l'entité sanctionnée avait elle-même débité un montant du compte du dépositaire central de titres sans le consentement préalable de celui-ci.

Ces mesures sont applicables directement et sans délai à l'ensemble des personnes physiques et morales opérant sur le territoire de l'Union européenne. Le registre national des gels sera prochainement actualisé en conséquence.

Par ailleurs, le Règlement (UE) 833/2014 tel que modifié par le [Règlement \(UE\) 2024/3192](#) entrant en vigueur le 16 décembre 2024 prévoit :

- **La désignation de 52 nouveaux navires à l'annexe XLII**, visant à interdire l'accès de ces navires aux ports de l'Union Européenne mais également à interdire à tout opérateur européen de fournir des services à ces navires. Cette mesure vise à lutter contre le contournement des sanctions en listant des navires de la « flotte fantôme » qui contournent les mesures restrictives contre le pétrole russe, mais également des navires transportant des céréales volées ou des armes. Cela porte à 79 le nombre de navires désignés à cette annexe.
- **La désignation de 32 nouvelles entreprises à l'annexe IV**, visant des entités qui soutiennent le complexe militaro-industriel de la Russie dans sa guerre contre l'Ukraine, pour lesquelles des mesures de restrictions commerciales strictes s'appliquent. 20 entreprises russes sont désignées mais également des entreprises en pays tiers (Chine, Hong-Kong, Serbie, Iran, Inde, Emirats Arabes Unis).
- **L'extension de la période de dérogation pour permettre le désengagement de Russie des entreprises européennes jusqu'au 31 décembre 2025.** Les dérogations prévues à l'article 5 *bis bis* (permettant d'autoriser certaines transactions

avec certaines entités russes), à l'article 11 (permettant de faire droit à certaines demandes d'indemnisation) et à l'article 12 *ter* (permettant de vendre certains biens en Russie dans un but de liquidation d'activités) sont étendues d'un an, jusqu'au 31 décembre 2025.

- **L'ajout d'une mesure de protection vis-à-vis des contre-mesures russes pour les entreprises européennes** à l'article 11 quater, visant à empêcher l'exécution dans l'Union européenne de jugements de tribunaux russes condamnant à des pénalités financières « disproportionnées » les entreprises européennes au titre de leur violation de l'article 248 du code de procédure arbitrale russe (interdiction de poursuivre une entreprise russe devant des tribunaux étrangers).
- **L'ajout d'une clause de non-responsabilité pour certains dépositaires centraux de titres qui contingent, en application de l'article 5 *bis*, les revenus exceptionnels tirés des avoirs gelés.**

POINTS DE CONTACT

Pour toute question relative à la mise en œuvre des sanctions économiques et financières, vous pouvez contacter l'adresse suivante : sanctions-russie@dgtresor.gouv.fr

Pour toute question relative à l'application des gels des avoirs : sanctions-gel-avoirs@dgtresor.gouv.fr

Pour toute question relative aux biens à double usage et aux mesures de contrôle des exportations, vous pouvez contacter le Service des biens à double usage à l'adresse suivante : doublusage-sanctions.russie@finances.gouv.fr

LIENS UTILES

Pour consulter le registre national des gels dans son ensemble : <https://gels-avoirs.dgtresor.gouv.fr/>

Consulter la page « Russie » sur le site de la DG Trésor : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/services-aux-entreprises/sanctions-economiques/russie>

Pour consulter les lignes directrices relatives à l'application des gels d'avoirs : https://acpr.banque-france.fr/sites/default/files/media/2021/06/23/20210616_lignes_directrices_gel_des_avoirs.pdf

NOTA : Cette lettre constitue une aide à la lecture du registre national des personnes faisant l'objet d'une mesure de gel établi en application de l'article R.562-2 du Code monétaire et financier. Sont portés au registre les noms et prénoms, les alias, la date et le lieu de naissance, la raison sociale, ainsi que toute autre information contenue dans les actes ou décisions relatifs à la mesure de gel tels qu'ils ont été publiés au Journal officiel de la République française ou au Journal officiel de l'Union européenne ou figurent dans les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. En cas de doute, ces actes font foi.

Vous recevez ce message parce que vous vous êtes abonné(e) à la liste de diffusion des mises à jour du registre national des gels de la direction général du Trésor.

Si vous souhaitez vous désabonner : cliquez [ici](#).